

L'Union Juive Française pour la Paix dénonce le parti pris de la France pour Israël



« La Palestine, c'est la question qui hante par excellence la communauté juive, provoquant en son sein des sentiments divers. Tantôt des sentiments de rejet, de déni, de refoulement, parfois de honte, de culpabilité. De tels sentiments vont jusqu'à la haine, à la violence. Chez d'autres Juifs la question palestinienne provoque doute, confusion, désarroi, remise en question des certitudes dont ils ont été bercés. Chez d'autres encore, la question palestinienne provoque du regret, une impression de gâchis, la sensation qu'on aurait pu procéder autrement, qu'on aurait pu régler ce conflit il y a longtemps déjà. Chez d'autres « Israélites » (on parle ici des personnes d'origine juive et non pas des citoyens de l'État d'Israël), la question palestinienne suscite la compassion, l'empathie, voire la nostalgie, surtout pour la génération de Juifs expatriés originaires de l'Afrique du Nord ou du Moyen-Orient et qui se souviennent de la coexistence paisible, agréable, douce, qu'ils ont vécue avec leurs voisins musulmans sous les palmiers du Maroc, de l'Algérie, de la Tunisie, du Yémen, de l'Irak ou d'autres pays de ce qu'il convient d'appeler, de façon générique, le « Monde Arabe ». Chez d'autres Juifs, la question palestinienne suscite solidarité, fraternité, désir de rapprochement, certains d'entre eux comparant le sort fait aux Palestiniens sous l'occupation israélienne au sort fait à leurs ancêtres dans les ghettos d'Europe. Si beaucoup de ces derniers sont d'une sensibilité politique de gauche, on peut dire de façon plus générale que les minorités et les peuples opprimés se reconnaissent dans la résistance contre l'exclusion, contre le racisme et contre l'oppression. D'où les sentiments de solidarité à l'égard des Palestiniens. Quoi qu'il en soit, dans la communauté juive, la question palestinienne ne laisse personne indifférent. »

Richard Wagman, Juif canadien né en 1953, est d'origine roumaine par sa mère et polonaise par son père. Ses grands-parents sont allés au Canada pour échapper aux persécutions antisémites quelques années avant la prise du pouvoir par Hitler en Allemagne. Le reste de la famille a été exterminé à Auschwitz. De mère croyante (mais non pratiquante) et de père athée, yiddishophone et militant de gauche, Richard Wagman est le pur produit d'une ambiance familiale juive laïque progressiste. Polyglotte et titulaire d'une licence en lettres de l'Université York de Toronto, Richard Wagman a immigré en France en 1990 où, quatre ans plus tard, il a

fondé l'Union juive française pour la paix (UJFP). Cette association est née comme section française de l'Union juive internationale pour la paix, puis est devenue membre fondateur de la fédération des Juifs européens pour une paix juste (EJJP). Richard Wagman est aujourd'hui président d'honneur de l'UJFP. Il est également traducteur, militant politique, père de famille, journaliste occasionnel, internationaliste devant l'Éternel, cycliste qui ne tourne pas en rond et écrivain digne de ce nom.

[Source : aa.com.tr via RI]

Par Ümit Dönmez

L'Union juive française pour la Paix (UJFP) a dénoncé le parti pris de l'Exécutif français en faveur d'Israël, alors que les combats meurtriers se poursuivent au Proche-Orient entre l'armée israélienne et des factions palestiniennes.

Interrogé ce mercredi à Paris par Anadolu (AA), le président d'honneur de l'UJFP, Richard Wagman a estimé que la communauté internationale est divisée en deux camps actuellement vis-à-vis du conflit israélo-palestinien.

« Il y a deux communautés internationales en ce moment. Il y a l'Occident et il y a le reste. En Occident, c'est-à-dire l'Union européenne, et l'Amérique du Nord, pour faire court, tout le monde est derrière Israël », a constaté le président de l'association juive qui milite pour une « paix juste » au Proche-Orient.

Richard Wagman a dénoncé la « solidarité unilatérale des chancelleries occidentales, » envers Israël et l'absence de solidarité envers les Palestiniens.

« Ils ont dit qu'Israël doit se défendre et qu'Israël a le droit d'assurer sa sécurité. Pas un mot, pas un mot sur les Palestiniens, sur leur droit de se défendre, sur leur droit à la sécurité et sur leurs droits nationaux. Nous ne sommes pas solidaires des victimes israéliennes seulement, nous sommes aussi solidaires des victimes palestiniennes, de toutes les victimes », a tenu à souligner le président d'honneur de l'UJFP, précisant la position de son association sur le conflit israélo-palestinien.

« C'est une évidence que les massacres auxquels on a assisté dans le sud d'Israël commis par des combattants palestiniens sont horribles, il y a eu des atrocités. C'est complètement déplorable. Mais après, Emmanuel Macron, et toutes les chancelleries occidentales ont multiplié les déclarations pour

dire qu'on est solidaire d'Israël [exclusivement]. Ce n'est pas notre cas », a-t-il indiqué.

« On dénonce les crimes de guerre commis des deux côtés, sans hésitation. Ceci dit, l'assaut militaire [des factions palestiniennes visant les soldats israéliens] est parfaitement légitime. Les Palestiniens ont le droit de se défendre. Ils sont sous occupation, et à Gaza, ils sont sous un blocus. Le fait que la résistance palestinienne a ciblé des casernes militaires, un commissariat de police, qu'ils aient fait des morts chez les militaires, parmi les soldats et ont fait prisonniers des soldats. Tout cela, c'est parfaitement légitime », a estimé Richard Wagman, ajoutant qu'« Un peuple sous occupation, sous blocus, a le droit de résister ».

« Pour le reste, c'est inqualifiable, c'est un carnage de civils. On ne peut pas l'approuver », a-t-il, néanmoins, précisé.

Fracture de la communauté internationale

Décrivant la position de l'Europe, des États-Unis et du Canada comme « une solidarité unilatérale envers Israël », Richard Wagman a mis celle-ci en opposition avec la position du « reste du monde », incluant la Russie, la Chine, l'Amérique latine, l'Afrique, les pays asiatiques, dont le monde arabe.

Indiquant que ces groupes de pays « ne parlent pas d'une seule voix », le président d'honneur de l'UJFP ajoute que ceux-ci « ne sont pas tous derrière Israël.

« Donc, il y a cette rupture dans la communauté internationale », constate-t-il.

« Il y a beaucoup de pays, et pas seulement dans le monde arabe, qui soutiennent les Palestiniens, et il y en a d'autres qui prennent distance et qui déplorent les morts des deux côtés et qui expriment leur désir pour un règlement politique du conflit. Et nous (l'UJFP) sommes plus en phase avec ce discours-là, qui est un discours multiforme, et non pas une solidarité unilatérale envers Israël sans parler des Palestiniens : cette différence entre l'Occident et le reste du monde constitue une fracture dans la communauté internationale », observe-t-il.

Polémique en France sur la position de LFI vis-à-vis du

conflit israélo-palestinien

Anadolu a ensuite demandé au président d'honneur de l'UJFP s'il est d'accord avec la déclaration récente ([1] « Mathilde Panot appelle la France à retrouver la "voix indépendante" sur la question israélo-palestinienne », Anadolu, le 11 octobre 2023

<https://www.aa.com.tr/fr/monde/mathilde-panot-appelle-la-france-%c3%a0-retrouver-la-voix-ind%c3%a9pendante-sur-la-question-isra%c3%a9lo-palestinienne/3014719>) de la présidente du groupe La France Insoumise (LFI) à l'Assemblée nationale, Mathilde Panot, questionnant le soutien inconditionnel de la France à Israël et appelant le Gouvernement français à adopter une « voie indépendante » sur la question israélo-palestinienne.

« Oui, je trouve même cette déclaration très modérée. Il y a une certaine hystérie actuellement dans la classe politique : il y a une levée de boucliers en France contre LFI », a constaté Richard Wagman, faisant référence aux critiques de la Première ministre Élisabeth Borne, du Rassemblement national et du parti Les Républicains (LR) contre la déclaration de la députée Insoumise. Le président d'honneur de l'UJFP a ajouté ne pas pouvoir expliquer ce déchaînement contre le parti de gauche, estimant que la position de LFI vis-à-vis du conflit israélo-palestinien « est très équilibrée ».

« En tant qu'association, nous avons une position beaucoup plus radicale que celle de La France Insoumise, et nous sommes une organisation juive », a tenu à souligner Richard Wagman.

« La France Insoumise a parlé du respect du droit international et la recherche d'une solution politique, et Mathilde Panot a dénoncé l'occupation et le blocus contre Gaza. C'est tout à fait normal. Et franchement, c'est très modéré comme posture. Toute la classe politique était vent bout, les taxant d'apologie du terrorisme et quoi encore : c'est hallucinant », a déclaré Richard Wagman, dénonçant des « réactions épidermiques et finalement assez diffamatoires contre ceux qu'ils veulent désigner comme des adversaires politiques ».

« Et je suis d'accord avec la déclaration récente de Manuel Bompard [Coordinateur LFI] sur Franceinfo. Cette question est sérieuse, celle du Proche-Orient, de la guerre ou de la paix, et ça ne mérite pas des règlements de compte intérieurs parmi les partis politiques français pour prêter des intentions aux uns et aux autres, qui ne sont pas les leurs. Il faut prendre un peu de hauteur et aller au-delà de cette hystérie », a souligné le président d'honneur de l'UJFP.

La position de l'UJFP

Richard Wagman a indiqué que la position de l'Union Juive de France pour la Paix (UJFP) « va plus loin que celle de LFI », soulignant le droit du « peuple palestinien à résister ».

« Il est sous occupation », a-t-il rappelé, ajoutant que son association « ne cautionne pas évidemment, les crimes de guerre qui ont été commis par des combattants palestiniens auprès de civils israéliens, dans le sud d'Israël ».

« Près de la bande de Gaza, il y a le pilonnage continu de Gaza par l'artillerie israélienne, le fait que la cavalerie israélienne, les chars et les blindés soient placés au long de la frontière, juste à l'extérieur de la bande Gaza, qu'il y ait une menace d'opérations terrestres à l'intérieur de Gaza, et surtout, la coupure d'électricité d'eau et de gaz, contre la population civile ».

« Il y a 2 millions de personnes qui habitent à Gaza qui n'ont pas ces services actuellement. Ils sont sous une pluie de bombes. Et tout cela constitue une violation du droit international en matière de guerre. Ce sont des punitions collectives infligées à une population civile assiégée et en-soi, c'est un acte criminel de la part de l'État d'Israël. Donc, notre critique à nous va beaucoup plus loin que celle de La France Insoumise, et pourtant, personne ne tire à boulets rouges sur notre organisation juive. Tout cela démontre le niveau d'hypocrisie », a-t-il estimé.

Interdiction des manifestations pro-Palestine en France

Anadolu a ensuite interrogé le président d'honneur de l'UJFP à propos de la manifestation qui s'est tenue lundi soir à Paris en solidarité avec Israël, et à laquelle beaucoup de personnalités politiques étaient présentes, notamment des membres du gouvernement, la présidente de l'Assemblée nationale Yaël Braun-Pivet, l'ancien président Nicolas Sarkozy, l'ancien premier ministre Manuel Valls, alors qu'à Lyon, Marseille et Paris des manifestations de solidarité à la Palestine ont été interdites par les préfetures.

« Ces décisions d'interdiction n'ont rien à voir avec une décision sécuritaire des forces de police : ce sont des décisions politiques qui sont traduites sur le terrain par les préfets et ça démontre la position unilatérale, pro-israélienne et anti-palestinienne de la France », a estimé Richard Wagman.

« Effectivement, pourquoi d'une part autoriser le Crif (Conseil représentatif des institutions juives de France) à se parader à Paris pour soutenir Israël, allumer la tour Eiffel aux couleurs du drapeau israélien et d'autre part interdire les manifestations qui reconnaissent le droit du peuple palestinien ? C'est complètement unilatéral et c'est une violation du droit de manifester, qui est un droit constitutionnel, comme le droit de grève, la liberté d'association et d'expression. Tout d'un coup, c'est autorisé pour les uns et interdit pour les autres. Cela démontre une prise de position politique du pouvoir et pas du tout les considérations d'exercice d'un droit fondamental. Donc, c'est complètement inégal, illégal par ailleurs », a-t-il ajouté.

L'évolution de la position de la France

AA ensuite interrogé Richard Wagman sur l'évolution de la position de la France concernant le conflit israélo-palestinien, vers un soutien inconditionnel à Tel-Aviv, au cours de la quinzaine d'années passées.

« Le tournant radical a été pris par Nicolas Sarkozy quand il était Président de la République, et est répété depuis par François Hollande et ensuite par Emmanuel macron. C'est un repositionnement pro-israélien. On a laissé tomber la politique arabe de la France, comme on l'appelait à l'époque », a constaté le président d'honneur de l'UJPF.

« Effectivement, la France a, un temps, hésité, entre les intérêts d'Israël et ceux du peuple palestinien en particulier du monde arabe en général. Et maintenant cet équilibre s'est complètement déstabilisé en faveur d'Israël à cent pour cent », a-t-il ajouté.

« Israël est une puissance occupante qui occupe des terres qui ne sont pas les siennes et qui opprime un autre peuple. Donc, il ne peut pas y avoir d'issue à cette situation. La récente flambée de violence est une réaction au blocus imposé contre Gaza. Il y en aura d'autres, bien entendu, si une solution politique n'est pas apportée ».

Nous, l'UJPF, nous militons pour une solution politique. La France, l'Union européenne et les États-Unis notamment restent collés aux intérêts israéliens pour servir leurs propres besoins, c'est-à-dire qu'Israël fournit à l'Occident les technologies et les techniques de sécurité, de contrôle des foules, une certaine expertise en matière militaire, et c'est ça qui intéresse l'Occident en ce moment. Le sort du peuple palestinien ne fait ni chaud ni froid dans les chancelleries occidentales, ni à l'Élysée, ni ailleurs. Et ça, c'est vraiment déplorable », a-t-il déclaré.

Crédibilité de la France dans l'arène internationale

Richard Wagman a, par ailleurs, estimé que le soutien inconditionnel de la France à Israël a un impact considérable sur sa crédibilité dans l'arène internationale et a ajouté qu'« en général, la diplomatie française et l'industrie de l'armement en France, sont tout simplement un reflet de l'intérêt de l'État, depuis longtemps déjà. »

Après avoir cité l'exemple des relations françaises avec la Chine « aux dépens des droits de l'homme », le président d'honneur de l'UJFP a également évoqué l'évolution récente des relations de Paris avec l'Afrique.

« Pour la présence française en Afrique, on vient de perdre la confiance, évidemment, des anciennes colonies au Sahel où les populations se tournent maintenant vers la Russie, compte tenu de ce qu'elles considèrent comme une trahison de la France. La diplomatie française, pour le moment, c'est un

échec total, et le cas du Proche-Orient, c'est un cas d'école », a indiqué Richard Wagman avant de revenir au conflit israélo-palestinien.

« Ce revirement français, de privilégier les intérêts de l'État avant les intérêts des droits et du droit international, a commencé au Proche-Orient. Et maintenant, le masque est tombé. La France n'a aucune crédibilité pour ce qui est de ses prétentions d'être la patrie des droits de l'homme », a-t-il estimé.